

La pornographie, nouvelle éducation sexuelle ?

L'accès aux images X, facile et gratuit, se banalise chez les ados. Leur impact sur les comportements fait débat

Images partagées sur les réseaux sociaux, accès gratuit à des vidéos X sur Internet : jamais l'accès à la pornographie n'a semblé aussi facile. Au point qu'elle serait devenue pour les adolescents la principale initiation à la sexualité. Ceux-ci – mais également des enfants – sont très largement confrontés à ces images en libre accès, comme l'a confirmé une enquête menée par OpinionWay pour 20 minutes et publiée le 11 avril. Dans ce sondage réalisé auprès de 1179 jeunes âgés de 18 à 30 ans, 62 % déclarent avoir vu leurs premières scènes pornographiques avant 15 ans (dont 20 % entre 11 et 12 ans et 11 % avant 11 ans) ; 52 % de l'échantillon dit en avoir été « choqué » (38 % des hommes et 66 % des femmes).

Le sujet est devenu politique depuis le discours d'Emmanuel Macron contre les violences faites aux femmes, en novembre 2017, dans lequel le chef de l'Etat dénonçait un genre « qui fait de la sexualité un théâtre d'humiliation et de violences faites à des femmes qui passent pour consentantes ».

Discours moralisateur, ou danger réel ? Un point fait l'unanimité : les parents sous-estiment l'exposition de leurs enfants. « Les adultes appréhendent les questions numériques à l'aune de leurs propres pratiques », affirme Gordon Choisel, le président de l'association Ennoccence. Or elles sont aux antipodes de celles des enfants. »

Protéger les enfants prépubères

« L'individualisation de l'offre via les algorithmes fait que ce qu'ils voient sur Internet n'a aucun rapport avec ce que voient les adolescents », confirme Sophie Jehel, maîtresse de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'université Paris-VIII. Ce contenu peut également beaucoup varier entre eux, en fonction de leurs fréquentations, de leur cursus scolaire, du nombre d'amis qu'ils ont sur Facebook... »

Mais, contrairement aux idées reçues, le visionnage d'images pornographiques n'est pas toujours voulu. Selon un sondage IFOP auprès d'adolescents âgés de 15 à 17 ans de mars 2017, plus de

50 % des garçons et des filles interrogés étaient déjà tombés dessus sans l'avoir cherché. Ces images intempestives peuvent être partagées sur Facebook ou Instagram, apparaître lors de la consultation de films ou de séries sur des plates-formes de diffusion illégales dans des fenêtres « pop-up », sur les smartphones de camarades dans des cours de récréation – y compris à l'école primaire –, ou même lors de consultations de moteurs de recherche en tapant des mots à double sens ou des prénoms de filles... Le rite de passage du visionnage en groupe peut également être subi car dicté par le seul impératif de se conformer à la norme.

Quel est l'impact de ces images non sollicitées ? La nécessité d'en protéger les enfants prépubères fait l'unanimité. « Il n'y a pas besoin d'être expert pour se dire que le fait qu'un enfant puisse tomber sur une sodomie filmée en gros plan pose problème », lance Gordon Choisel. « Être confronté à de telles images avant que la sexualité soit présente psychiquement peut créer des troubles (anxiété, troubles du

Un point fait l'unanimité : les parents sous-estiment l'exposition de leurs enfants

sommeil), sur le moment ou plus tard, car les enfants en ressentent de la culpabilité », note la psychologue Marion Haza, experte auprès de l'Observatoire de la parentalité et de l'éducation numérique.

Chez les adolescents, « avec l'arrivée de la puberté, la sexualité vient au premier plan dans la pensée », poursuit-elle. Se poser des questions et regarder des images pornographiques est normal, tant que cela reste une exploration, sans devenir une obsession. »

Le sociologue des médias Florian Vörös met aussi en garde contre tout alarmisme. « Dès l'apparition de la carte postale étroite

que à la fin du XIX^e siècle, qui fut le premier objet de consommation sexuelle de masse, l'idée a prévalu que ces images étaient dangereuses pour les jeunes, relève-t-il. Il y a encore aujourd'hui une difficulté à accepter leur curiosité sexuelle. » Cependant, ces images autrefois entourées d'un parfum de mystère, cantonnées aux sex-shops ou aux recoins secrets des vidéothèques familiales, sont aujourd'hui banalisées, sans même un message « interdit aux moins de 18 ans ».

En outre, sous l'influence de la course au clic, les sites de pornographie gratuits proposent des contenus de plus en plus trash (catégories « sexe brutal », « famille », mettant en scène des situations incestueuses, « teens » impliquant de très jeunes filles, etc.), tout en étant très stéréotypés. « Les femmes y sont la plupart du temps traitées comme des objets », commente Sophie Jehel. Souvent il y a une inégalité en nombre : une femme pratique un acte sexuel avec plusieurs

hommes. La dimension féminine de la sexualité est niée. »

Ces scènes influencent-elles pour autant les comportements ? « Aucune étude scientifique ne l'a démontré », relève Thomas Rohmer, le président de l'Observatoire de la parentalité et de l'éducation numérique. En particulier, tout lien direct entre ces images et les violences faites aux femmes est réfuté. « Ces violences existaient avant que ces images ne se banalisent », affirme Marion Haza. « En matière de sexisme, la pornographie fait partie du problème, dans un contexte culturel beaucoup plus large », renchérit Florian Vörös.

En somme, la pornographie participe à la diffusion de stéréotypes, mais ne les crée pas. Ce qui ne signifie pas qu'elle est anodine. « Ces images sont contraires aux valeurs d'égalité entre les sexes de notre société », affirme Sophie Jehel. Elles n'aident pas à mettre en œuvre des relations équilibrées entre hommes et femmes. »

Dans une étude qualitative d'octobre 2017 menée auprès d'une centaine d'adolescents de 15 à

18 ans de différents milieux sociaux, la chercheuse a mis en évidence une grande variété de réactions. « Un phénomène d'adhésion se produit chez certains garçons », observe-t-elle. Ils pensent que cette représentation est fidèle à la réalité et se « préparent » en les regardant. Les filles sont plus nombreuses à tenir un discours distancié. »

Certains jeunes manifestent aussi de l'indifférence ou, de façon plus inattendue, affichent un fort rejet. « Il est particulièrement sensible chez les garçons et les filles qui se revendiquent d'un islam strict et disent ne pas concevoir de sexualité avant le mariage », poursuit Sophie Jehel. L'omniprésence de la pornographie est condamnée et s'accompagne d'un discours puritain qui bloque toute réflexion sur le sujet. »

« Il faut aider les adultes »

La qualité du dialogue au sein de la famille et le fait d'avoir été tenu à l'écart de ces images pendant l'enfance favorisent leur mise à distance. « La représentation que les adolescents se font de la sexualité n'émane pas d'un seul élément, complète Marion Haza. Ils picorent. L'important est qu'ils aient en tête qu'il s'agit d'images fabriquées, de fiction. » D'où l'intérêt d'impliquer les parents, qui se sentent la plupart du temps démunis, selon Thomas Rohmer. Les logiciels de contrôle parental, seulement en partie efficaces, ne remplacent pas le dialogue. « Il faut aider les adultes à trouver les mots pour aborder ce sujet sans être dans l'impudeur », résume Sophie Jehel.

La ministre de la santé, Agnès Buzyn, a annoncé début mars le lancement d'un groupe de travail visant à rendre réellement effective l'interdiction des sites pornographiques aux moins de 18 ans. Pour la rentrée prochaine, l'interdiction des portables au collège et une opération de sensibilisation des parents sont annoncées. Cette dernière s'annonce délicate, car le sujet est sensible, voire tabou. « Le mot pornographie risque de bloquer beaucoup de parents », observe Sophie Jehel. Il vaudrait mieux parler de sensibilisation à l'usage d'Internet par les adolescents. » ■

GAËLLE DUPONT

« De “ça”, on ne parle pas... à moins d'être mariée ! »

Dans les collèges et les lycées, des séances d'éducation à la sexualité tentent de casser les stéréotypes et de lever les nombreux tabous

REPORTAGE

Quand Christine Héritier demande « *Et le consentement, ça vous parle ?* », la réaction des collégiens et lycéens qu'elle encadre lors de séances d'éducation à la sexualité est souvent la même : « *Madame, c'est quoi, le consentement ?* » Puis, une fois que la conseillère conjugale et familiale rattachée au centre de planification des Bluets-Trousseau à Paris explique que « *c'est la possibilité de dire non, ou oui, à une relation amoureuse ou à une proposition* », la réponse fuse : « *Ben, c'est pas compliqué, pour dire non, il suffit de dire non !* »

Pas compliqué, vraiment ? A l'heure où les relations entre ados se nouent et se dénouent à coup de « snaps » et de textos, mettre des mots sur le consentement, élevé par les adultes au rang de principe dans le sillage de l'affaire Weinstein, ne va pas de soi. Pas plus que sur la relation amoureuse. « *De “ça”, on ne parle pas... à moins d'être mariée !* », confie dans un éclat de rire masquant mal sa gêne Sofia, en 4^e dans un collège parisien du 20^e arrondissement où M^{me} Héritier intervient, ce mercredi.

C'est surtout avec des groupes de collégiennes et de lycéennes d'établissements de l'est de Paris, en éducation prioritaire, qu'elle travaille en ce moment. Toujours en binôme avec une infirmière scolaire et à la demande d'équipes pédagogiques. « *Sur les réseaux sociaux, ces jeunes sont abreuvés de messages, d'images, de vidéos, parfois aussi de porno. Mais ils n'accèdent pas plus que par le passé aux informations dont ils ont besoin pour bâtir leur vie affective, dit-elle ; et ils n'ont pas plus d'espace de*

liberté pour confier leurs angoisses ou poser leurs questions. »

« Des barrières tombent »

Un espace qu'elle leur offre, le temps d'une de ces séances d'éducation à la sexualité inscrites dans la loi du 4 juillet 2001 (« *à raison d'au moins trois séances annuelles et par groupes d'âge homogène* »), mais dont les établissements s'emparent encore de manière « *parcellaire et inégale* », a estimé le Haut Conseil à l'égalité en 2016. Un quart ne s'en préoccupent pas. Beaucoup se contentent de peu :

une poignée d'heures sur toute la scolarité, adossées à des cours de biologie centrés sur la reproduction. Les temps changent, pourtant : pour faire barrage aux stéréotypes sexistes, l'institution scolaire préfère aux dispositifs polémiques (à l'image des « ABCD de l'égalité ») la formation des enseignants. « *C'est le nerf de la guerre* », fait valoir Blandine Arzac, infirmière scolaire et référente pour l'académie de Paris, qui a coanimé, depuis la rentrée, trois jours de formation suivis par des personnels du second degré.

Dans une école qui ne se sent pas toujours légitime à parler de sexualité, oser le faire quand on est un élève, à l'âge de la puberté, demande du temps. « *Ça n'existe pas, la vie amoureuse à 15 ans, c'est pour ça qu'on n'a rien à dire* », assène Annabelle, quand démarre la séance dans son lycée professionnel. Assise en cercle avec sept de ses camarades de 2^{de} gestion et administration, elle ne cache pas « *ne pas avoir envie d'être là. Nous, les filles, on n'entre pas en relation, hein ?* » « *Les filles se canalisent, pas les garçons* », glisse Nadia. « *T'es une fille, t'attaques pas, renchérit*

Sara. Sinon, ça veut dire que t'as faim, ça ne se fait pas... »

Sur le bonheur que peut procurer une relation, elles assurent ne rien avoir à dire. Idem du désir, de la séduction. « *C'est pas utile à notre âge* », martèle Annabelle. Il faut à Christine Héritier trouver les mots pour faire comprendre qu'« *on n'est pas là pour parler de soi, mais de la vie affective en général* », et amener à dépasser sa gêne.

Un changement de méthode, aussi : habituée à construire ses interventions en partant des demandes, elle propose de « *poser elle-même les questions* ». Les « *oui* » fusent. La discussion prend : sur la virginité, la contraception, l'avortement, les mariages arrangés...

« *Si une fille sort avec un garçon et qu'après elle dit non, ça se fait pas* », fait valoir Elise. « *Si tu marches dans la rue et qu'un groupe de garçons arrive, ça sert à rien de dire non* », croit savoir Annabelle. « *La fille et le garçon peuvent se mettre d'accord, au départ, sur des limites à pas dépasser* », tente Anna. « *Mais ça métonnerait qu'un garçon reste deux ans avec toi s'il se passe rien* », la coupe Sara. La référence à la « *tradition* » rythme les

« On n'est pas là pour parler de soi, mais de la vie affective en général »

CHRISTINE HÉRITIER
conseillère conjugale

prises de parole de ces adolescentes pour la plupart nées en France de parents étrangers ou immigrés. « *De toute façon, que tu le veuilles ou pas, tu dois avoir des rapports*

avec ton mari », affirme Anna.

Toutes semblent d'accord sur un point : « *Une fille peut refréner ses pulsions, pas un garçon* ». Et il faut bien deux heures de débat pour ébranler les clichés. « *Des barrières tombent, c'est déjà beaucoup* », confie Marie Gautreau, infirmière scolaire, qui se rend disponible pour poursuivre les échanges en tête-à-tête. « *Ce sont des ados ; en groupe, elles s'opposent, se jouent, redoutent le qu'en-dira-t-on* »

C'est paradoxalement presque plus simple avec des collégiennes « *pour qui la sexualité est encore*

devant elles », observe Christine Héritier. Les onze élèves de 4^e assises autour d'elle n'ont de cesse de lever la main. « *Il vient d'où, le sang des règles ?* » « *Est-ce qu'en mettant un tampon, on peut être déviergée ?* » La conseillère s'arrête plus longuement sur la dernière question : « *Y a-t-il, selon vous, un âge pour avoir une relation sexuelle ?* » « *20 ans* », répond l'une. « *Quand on est mariée ?* », interroge une autre. « *Quand on veut* », propose une troisième.

La conseillère leur rappelle l'âge de la majorité sexuelle (15 ans), l'âge moyen du premier rapport qui ne varie guère : 17 ans. Le ton se fait plus intime. « *Quand sait-on qu'on est prête ?* » « *Que veut dire avoir envie ?* » « *Et comment se manifeste le désir ? Chez un garçon ? Chez une fille ? Dans le corps ? Dans la tête ?* » « *Il n'y a pas de mauvaise question* », répète la conseillère. La récré sonne. Les garçons, qui étaient en SVT, sont descendus dans la cour qui jouxte leur salle, et s'amuse à pousser la porte. L'infirmière scolaire du collège, leur rappelle qu'ils ont déjà eu « *leur temps à eux* ». ■

MATTEA BATTAGLIA